

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het is verboden het stoffelijk overschot van Léon Degrelle op het Belgisch grondgebied te brengen en te bewaren.

Art. 2. De daders, mededaders en medeplichtigen die in overtreding zijn met artikel 1 zullen gestraft worden met een gevangenisstraf van acht dagen tot veertien dagen en met een geldboete van zesentwintig frank tot tweehonderd frank of met een van beide straffen.

Art. 3. In toepassing van de artikelen 42 en 43 van het Strafwetboek, zal een maatregel van bijzondere verbeurdverklaring uitgesproken worden in geval van inbreuk op artikel 1 van onderhavig besluit.

Art. 4. In geval van verbeurdverklaring zoals voorzien in artikel 3 van onderhavig besluit, zal het stoffelijk overschot teruggestuurd worden naar de overheden van het land van overlijden.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 6. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 april 1994.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken,

L. TOBACK

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'accès au territoire belge et la détention des restes mortels de Léon Degrelle sont interdits.

Art. 2. Les auteurs, co-auteurs et complices d'infraction à l'article 1er seront punis d'un emprisonnement de huit jours à quatorze jours et d'une amende de vingt-six francs à deux cents francs ou d'une de ces peines seulement.

Art. 3. En application des articles 42 et 43 du Code Pénal, une mesure de confiscation spéciale sera prononcée en cas d'infraction à l'article 1er du présent arrêté.

Art. 4. En cas de confiscation tel que prévu à l'article 3 du présent arrêté, les restes mortels seront renvoyés aux autorités du pays du décès.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 avril 1994.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

L. TOBACK

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 94 — 1113

[C — 27228]

21 AVRIL 1994. — Décret relatif à la planification en matière d'environnement dans le cadre du développement durable (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — La planification en matière d'environnement

Section Ire. — Dispositions générales

Article 1er. La planification en matière d'environnement vise :

- 1° la préservation des ressources naturelles et des écosystèmes;
- 2° la prévention et l'atténuation des nuisances à l'environnement provoquées par les activités humaines;
- 3° la prise en compte à l'échelle de la Région de la dimension de développement durable.

Art. 2. La planification en matière d'environnement comporte :

- 1° l'élaboration annuelle du rapport sur l'état de l'environnement wallon;
- 2° l'élaboration quinquennale du plan d'environnement pour le développement durable;
- 3° l'élaboration de programmes sectoriels.

Section 2. — Le rapport sur l'état de l'environnement wallon

Art. 3. Chaque année avant le dépôt du budget et au plus tard avant le 30 novembre, le Gouvernement dépose au Conseil régional wallon un rapport sur « l'état de l'environnement wallon ».

Art. 4. Le rapport sur « l'état de l'environnement wallon » contient un constat critique, évolutif et prospectif sur les différentes composantes du milieu et sur les pressions exercées par les activités humaines. Il comporte une analyse de la gestion menée en matière d'environnement par les pouvoirs publics, les entreprises et les associations volontaires. Il comporte également un état de transposition des directives européennes en matière d'environnement et de conformité aux engagements internationaux en matière d'environnement, ainsi qu'un bilan des efforts réalisés en Région wallonne en matière de développement durable afin d'exécuter les conventions internationales élaborées dans le cadre de la Conférence de Rio de juin 1992 sur l'environnement et le développement et les principes définis dans le programme Action 21.

(1) *Session 1993-1994*

Documents du Conseil 201 (1993-1994). Nos 1 à 8.

Compte rendu intégral. Séance publique du 19 avril 1994.

Discussion. — Vote.

Art. 5. Le rapport sur « l'état de l'environnement wallon » est établi par la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne, en étroite collaboration avec les universités et les centres de recherche francophones de Wallonie et de Bruxelles. Le Gouvernement définit les modalités pratiques de la réalisation du rapport.

Art. 6. A l'initiative du Gouvernement, ce rapport fait l'objet d'une consultation et d'une discussion en table ronde à laquelle sont conviés le Conseil économique et social de la Région wallonne et le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable visé à l'article 19. Le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable établit une note de synthèse présentant les résultats de cette consultation et une note de prospective pouvant comprendre des suggestions en matière de lutte et de prévention face à la détérioration de l'environnement.

Art. 7. Le rapport sur « l'état de l'environnement wallon » ainsi que les notes élaborées par le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable font l'objet, à l'initiative du Gouvernement, d'une large diffusion notamment auprès des membres du Conseil régional wallon, des milieux industriels et agricoles concernés, des associations de défense des consommateurs et des milieux scolaires ou parascolaires.

Section 3. — Le plan d'environnement pour le développement durable

Art. 8. Le Gouvernement établit un plan d'environnement pour le développement durable qui détermine les lignes directrices à suivre à moyen et à long terme, lors de la prise de décisions par le Gouvernement, l'administration régionale, les entreprises pararégionales, les personnes privées chargées d'une mission de service public et, dans les matières d'intérêt régional, les provinces, communes et associations de communes.

Art. 9. Le plan se base notamment sur les rapports sur l'état de l'environnement wallon réalisés en exécution de la section 2 et sur les notes établies par le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable, ainsi que sur les programmes d'action arrêtés par l'Assemblée générale des Nations Unies et le Conseil de l'Union européenne dans le cadre du développement durable.

Art. 10. Le plan contient notamment les éléments suivants :

1° les objectifs à atteindre pour les différentes composantes de l'environnement et les moyens d'action à développer;

2° les éléments permettant d'intégrer l'environnement et la préservation des ressources naturelles dans le processus de développement de la Région et dans l'ensemble des politiques sectorielles régionales.

Art. 11. Le Gouvernement élabore ou fait élaborer le projet de plan.

Le Gouvernement peut solliciter les services de la Région wallonne, les entreprises pararégionales, les provinces, les communes, les associations de communes pour lui fournir toutes les informations et données nécessaires à l'élaboration du projet de plan.

Le Gouvernement peut également collecter des informations et données auprès des entreprises. Il lui est interdit de divulguer tout ou partie des secrets de fabrication éventuellement contenus dans les renseignements obtenus, lorsque les entreprises, qui ont fourni les informations désignent celles qui revêtent un caractère confidentiel et demandent que le secret soit préservé.

Art. 12. Le projet de plan est soumis par le Gouvernement à une enquête publique pendant une période de trente jours. Les autorités communales informent la population. Elles recueillent les remarques de la population et les transmettent au Gouvernement en même temps que leurs éventuels avis motivés.

Art. 13. En même temps qu'il soumet le projet de plan à enquête publique, le Gouvernement consulte les provinces, les communes, les associations de communes dans les domaines de la production et de la distribution d'eau et dans le domaine des déchets, les organismes d'épuration agréés, le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable, le Conseil économique et social de la Région wallonne et tout autre organe qu'il juge utile de consulter.

Ceux-ci transmettent leurs éventuels avis motivés au Gouvernement endéans les vingt jours après l'expiration du délai prévu à l'article 12.

Art. 14. Le Gouvernement adopte le plan par arrêté délibéré en son sein.

Il le communique au Conseil régional wallon, aux autorités et institutions visées à l'article 8 et aux autres organes qu'il juge utile d'informer directement.

Il en assure la publication par extraits au *Moniteur belge*.

Art. 15. Le Gouvernement peut fixer des dispositions particulières concernant la procédure d'adoption du plan.

Il peut notamment allonger les délais de l'enquête publique et de la transmission des avis par les organes qu'il consulte.

Art. 16. Le plan est établi tous les cinq ans. Il reste d'application tant qu'il n'a pas été remplacé.

Section 4. — Les programmes sectoriels

Art. 17. Le Gouvernement établit des programmes sectoriels dans les domaines suivants :

1° un plan de gestion des déchets tel que visé par le décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets;

2° un programme d'action pour la qualité des eaux intégrant le programme pluriannuel de réduction de la pollution des eaux de surface visé au décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;

3° un programme d'action pour la qualité de l'air;

4° un programme d'action pour la qualité des sols;

5° un programme d'action pour la protection de la nature.

Art. 18. Les programmes sectoriels peuvent être établis séparément ou de façon groupée.

Ils déterminent les lignes directrices sectorielles comme prévu à l'article 8 et sont établis, conformément aux dispositions des articles 11 à 16, à l'exception des dispositions relatives à la fréquence d'élaboration et sans préjudice de dispositions dérogatoires fixées par le Gouvernement pour tenir compte des spécificités du secteur concerné.

CHAPITRE II. — Le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable

Art. 19. Il est créé un Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable.

Art. 20. Ce Conseil a pour mission de réaliser les tâches qui lui sont confiées par le présent décret, par le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement et par la loi du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat ainsi que d'autres tâches qui peuvent lui être confiées par le Gouvernement.

Art. 21. Le Gouvernement fixe les règles de composition et de fonctionnement du Conseil.

CHAPITRE III. — *Dispositions modificatives et abrogatoires*

Art. 22. L'article 11, § 1er, du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne est abrogé.

Au § 2, devenu alinéa unique de l'article 11 du même décret, les mots « Conseil wallon de l'Environnement » sont remplacés par les mots « Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable créé par le décret du 21 avril 1994 relatif à la planification en matière d'environnement dans le cadre du développement durable ».

A l'article 13 du même décret, les mots « Conseil wallon de l'Environnement » sont remplacés par les mots « Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable ».

Art. 23. Le décret du 12 février 1987 tel que modifié par le décret du 4 juin 1992 visant à l'établissement d'un rapport sur l'état de l'environnement wallon est abrogé.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 21 avril 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique,
de l'Emploi et de la Formation professionnelle,
A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,
B. ANSELME

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Patrimoine et des Transports,
A. BAUDSON

Le Ministre des Travaux publics,
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINLAUX

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 94 — 1113

[C — 27228]

21. APRIL 1994. — Dekret zur umweltspezifischen Planung im Rahmen einer dauerhaften Entwicklung (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es :

KAPITEL I. — *Umweltplanung*

Abschnitt 1. — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1. Die umweltspezifische Planung zielt ab auf :

- 1° die Bewahrung der Naturschätzen und Ökosysteme;
- 2° die Vermeidung und Verminderung der durch menschliches Einwirken hervorgerufenen Umweltbeeinträchtigungen;
- 3° die Berücksichtigung der dauerhaften Entwicklung auf regionaler Ebene.

Art. 2. Die umweltspezifische Planung umfaßt :

- 1° die Erstellung eines jährlichen Berichts über den Zustand der Umwelt in Wallonien;
- 2° die Erstellung eines fünfjährigen Umweltplans für eine dauerhafte Entwicklung;
- 3° die Erstellung sektoraler Programme.

Abschnitt 2. — Bericht über den Zustand der Umwelt in Wallonien

Art. 3. Jedes Jahr vor der Vorlage des Haushaltsentwurfes und spätestens vor dem 30. November legt die Regierung dem Wallonischen Regionalrat einen Bericht « über den Zustand der Umwelt in Wallonien » vor.

Art. 4. Der Bericht « über den Zustand der Umwelt in Wallonien » enthält eine kritische, entwicklungsfähige und vorausschauende Bestandsaufnahme der verschiedenen Komponenten der Umwelt und die durch menschliches Einwirken ausgeübten Einflüsse. Er umfaßt eine Analyse der im Umweltbereich von den öffentlichen Behörden, den Unternehmen und den freiwilligen Verbänden verfolgten Tätigkeiten im Umweltbereich. Er umfaßt ebenso einen Bericht über den Stand der Übertragung der Europäischen Richtlinien für den Umweltbereich und zur Übereinstimmung mit den internationalen Verpflichtungen auf dem Gebiet der Umwelt sowie eine Bilanz der in der Wallonischen Region unternommenen Bemühungen auf dem Gebiet einer

(1) *Sitzungsperiode 1993-1994.*

Ratsdokumente 201 (SE 1993-1994) Nrn. 1 bis 8.

Ausführlicher Bericht. Öffentliche Sitzung vom 19. April 1994.

Diskussion. — Abstimmung.

dauerhaften Entwicklung, um die im Rahmen der Konferenz von Rio im Juni 1992 über Umwelt und Entwicklung erarbeiteten internationalen Vereinbarungen und die im Aktionsprogramm 21 festgelegten Prinzipien zur Ausführung zu bringen.

Art. 5. Der Bericht « über den Zustand der Umwelt in Wallonien » wird von der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region in enger Zusammenarbeit mit den frankophonen Universitäten und Forschungszentren Walloniens und Brüssels erstellt. Die Regierung definiert die praktischen Bedingungen für die Realisierung des Berichtes.

Art. 6. Auf Initiative der Regierung ist dieser Bericht Gegenstand einer Konsultierung und Aussprache am runden Tisch, zu der der Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region und der Wallonische Umweltsrat für dauerhafte Entwicklung unter Berufung auf Artikel 19 eingeladen sind. Der Wallonische Umweltsrat für dauerhafte Entwicklung erstellt ein Synthesepapier, das die Ergebnisse dieser Konsultation sowie eine zukunftsorientierte Notiz enthält, in der Empfehlungen zur Bekämpfung und Vermeidung von Umweltbeeinträchtigungen aufgeführt werden können.

Art. 7. Der Bericht « über den Zustand der Umwelt in Wallonien » und die vom Wallonischen Umweltsrat für dauerhafte Entwicklung erarbeiteten Notizen werden auf Initiative der Regierung in großer Auflage verbreitet, insbesondere an die Mitglieder des Wallonischen Regionalrates, die betroffenen industriellen und landwirtschaftlichen Kreise, die Umweltverbände, die Vereinigungen zum Verbraucherschutz sowie an schulische und schulähnliche Einrichtungen.

Abschnitt 3. — Umweltplan für eine dauerhafte Entwicklung

Art. 8. Die Regierung erstellt einen Umweltplan für die dauerhafte Entwicklung. Er legt die mittel- und langfristige zu befolgenden Leitlinien für jene Entscheidungen fest, die von der Regierung, dem Regionalrat, den halbregionalen Unternehmen, den mit einer Aufgabe im öffentlichen Interesse betrauten Privatpersonen sowie, soweit diese Angelegenheiten von regionaler Bedeutung betreffen, den Provinzen, gemeindlichen Gebietskörperschaften und Gemeindeverbände gefaßt werden.

Art. 9. Der Plan beruht vor allem auf den Berichten zum Zustand der Umwelt in der Wallonie, die gemäß Abschnitt 2 erstellt werden, den vom Wallonischen Umweltsrat für dauerhafte Entwicklung erarbeiteten Unterlagen sowie auf den von der Vollversammlung der Vereinten Nationen und dem Rat der Europäischen Union im Rahmen der dauerhaften Entwicklung festgelegten Aktionsprogrammen.

Art. 10. Der Plan enthält insbesondere die nachstehenden Elemente :

1° die für die verschiedenen Teilbereiche der Umwelt zu erreichenden Zielsetzungen und die zu fördernden Aktionsinstrumente;

2° die Elemente, die eine Integration der Umwelt und der Bewahrung der Naturschätze in den regionalen Entwicklungsprozeß sowie die Gesamtheit der regionalen sektoralen Politiken gestatten.

Art. 11. Die Regierung erarbeitet den Vorentwurf des Planes bzw. läßt diesen ausarbeiten.

Die Regierung kann die Dienste der Wallonischen Region, die halbregionalen Unternehmen, die Provinzen, die gemeindlichen Gebietskörperschaften, die Gemeindeverbände um die Übermittlung aller Informationen und Daten bitten, die für die Erarbeitung des Planentwurfes erforderlich sind.

Die Regierung kann gleichfalls Daten bei Unternehmen erheben. Es ist ihr untersagt, die eventuell in den erhaltenen Informationen enthaltenen Herstellungsgeheimnisse insgesamt oder teilweise zu veröffentlichen, wenn die Unternehmen, die diese Informationen mitgeteilt haben, jene kennzeichnen, die vertraulich sind, und um deren Geheimhaltung bitten.

Art. 12. Zum Planentwurf führt die Regierung während eines Zeitraums von dreissig Tagen eine öffentliche Untersuchung durch. Die gemeindlichen Behörden informieren die Öffentlichkeit. Sie sammeln die Stellungnahmen der Bevölkerung ein und übermitteln diese der Regierung gleichzeitig mit ihren eventuellen begründeten Stellungnahmen.

Art. 13. Gleichzeitig mit der öffentlichen Untersuchung zum Planentwurf konsultiert die Regierung die Provinzen, Gemeinden, die Gemeindeverbände für Trinkwasseraufbereitung und -versorgung sowie für Abfallwirtschaft, die genehmigten Abfallentsorgungseinrichtungen, den Wallonischen Umweltsrat für dauerhafte Entwicklung, den Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region sowie alle weiteren Einrichtungen, deren Konsultierung sie für zweckmäßig erachtet.

Diese übermitteln ihre eventuellen begründeten Stellungnahmen innerhalb von zwanzig Tagen nach Verstreichen der in Artikel 12 vorgesehenen Frist an die Regierung.

Art. 14. Die Regierung genehmigt den Plan durch Beschluß nach erfolgter Beratung.

Sie teilt diesen Beschluß dem Wallonischen Regionalrat, den in Artikel 8 genannten Behörden und Einrichtungen sowie jenen Stellen mit, deren direkte Information sie für zweckmäßig hält.

Sie gewährleistet die auszugsweise Veröffentlichung dieses Beschlusses im *Belgischen Staatsblatt*.

Art. 15. Die Regierung kann spezielle Vorkehrungen betreffend die Genehmigung des Planes festlegen. Sie kann insbesondere die Fristen für die öffentliche Untersuchung und die Übermittlung der Stellungnahmen durch von ihr konsultierten Einrichtungen verlängern.

Art. 16. Der Plan wird alle fünf Jahre erstellt. Er bleibt so lange gültig, wie er nicht ersetzt worden ist.

Abschnitt 4. — Sektorale Programme

Art. 17. Die Regierung erstellt sektorale Programme in den nachstehenden Bereichen :

1° ein Plan für die Abfallbewirtschaftung, wie er durch das Dekret vom 5. Juli 1985 über die Abfälle vorgesehen ist;

2° ein Aktionsprogramm für die Wasserqualität, das bezugnehmend auf das Dekret vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung, das mehrjährige Programm zur Reduzierung der Verschmutzung der Oberflächenwasser integriert;

3° ein Aktionsprogramm zur Luftqualität;

4° ein Aktionsprogramm zur Bodenqualität;

5° ein Aktionsprogramm zum Naturschutz.

Art. 18. Die sektoralen Programme können separat oder als Gruppe erstellt werden.

Sie bestimmen die sektoralen Leitlinien gemäß Artikel 8 und werden in Übereinstimmung mit den Vorkehrungen der Artikel 11 bis 16 erstellt, ausgenommen die Vorkehrungen bezüglich der Häufigkeit ihrer Erarbeitung und unbeschadet der von der Regierung festgelegten abweichenden Dispositionen, um die Besonderheiten des betreffenden Sektors zu berücksichtigen.

KAPITEL II. — *Wallonischer Umweltrat für dauerhafte Entwicklung*

Art. 19. Es wird ein Wallonischer Umweltrat für dauerhafte Entwicklung eingerichtet.

Art. 20. Dieser Rat hat die Aufgabe, die ihm durch das vorliegende Dekret, das Dekret vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region sowie das Gesetz vom 18. Juli 1993 zur Vollendung der föderalen Staatsstruktur übertragenen Pflichten ebenso wie weitere Aufgaben zu erfüllen, die ihm von der Regierung übertragen werden können.

Art. 21. Die Regierung legt die Regeln für die Zusammensetzung und die Arbeitsweise des Rates fest.

KAPITEL III. — *Abänderungen und Aufhebungen*

Art. 22. Artikel 11 § 1 des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region ist aufgehoben.

In Paragraph 2, der zum alleinigen Absatz des Artikels 11 des gleichen Dekrets geworden ist, werden die Wörter « wallonische Rat für die Umwelt » durch die Wörter « Wallonische Umweltrat für dauerhafte Entwicklung », der durch das Dekret vom 21. April 1994 zur Umweltplanung im Rahmen einer dauerhaften Entwicklung eingerichtet wurde, ersetzt.

In Artikel 13 des gleichen Dekrets werden die Wörter « wallonische Rat für die Umwelt » durch die Wörter « Wallonische Umweltrat für dauerhafte Entwicklung » ersetzt.

Art. 23. Das Dekret vom 12. Februar 1987, abgeändert durch das Dekret vom 4. Juni 1992 zwecks Erstellung eines Berichtes über den « Zustand der Umwelt in Wallonien » ist aufgehoben.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.
Namur, den 21. April 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Technologischen Entwicklung,
der Wissenschaftlichen Forschung, der Beschäftigung und der Berufsbildung,
A. LIENARD

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts,
B. ANSELME

Der Minister der Raumordnung, des Erbes und des Transportwesens,
A. BAUDSON

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten,
J.-P. GRAFE

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 94 — 1113

[C — 27228]

21 APRIL 1994. — *Decreet betreffende de milieuplanning in het kader van de duurzame ontwikkeling (1)*

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Milieuplanning**Afdeling 1. — Algemene bepalingen*

Artikel 1. De milieuplanning heeft tot doel :

- 1° de bescherming van de natuurlijke hulpbronnen en de ecosystemen;
- 2° de voorkoming en de vermindering van de door menselijke activiteiten veroorzaakte milieuhinder;
- 3° het in beschouwing nemen op gewestelijk niveau van het aspect duurzame ontwikkeling.

Art. 2. Milieuplanning omvat :

- 1° de jaarlijkse uitwerking van het verslag over de staat van het Waalse milieu;
- 2° de vijfjaarlijkse uitwerking van het milieubeleidsplan gericht op de duurzame ontwikkeling;
- 3° de uitwerking van sectorale programma's.

Afdeling 2. — Verslag over de staat van het Waalse milieu

Art. 3. Elk jaar, vóór de indiening van de begroting en uiterlijk vóór 30 november, dient de Regering een verslag over de staat van het Waalse milieu bij de Waalse Gewestraad in.

Art. 4. Het verslag over de staat van het Waalse milieu behelst een kritische, evolutieve en prospectieve vaststelling omtrent de onderscheidene milieucategorieën en de door menselijke activiteiten veroorzaakte belastingen.

(1) *Zitting 1993-1994.*

Stukken van de Raad 201 (1993-1994) Nrs. 1 tot 8.

Volledig verslag. Openbare vergadering van 19 april 1994.

Bespreking. — Stemming.

Het omvat een analyse van het door de overheid, de bedrijven en de volontaire verenigingen gevoerde milieubeleid. Het omvat eveneens een stand van zaken betreffende de omzetting van de Europese milieurichtlijnen en de inachtneming van de internationale verbintenissen inzake milieu, alsmede een balans van de inspanningen welke in het Waalse Gewest op het gebied van de duurzame ontwikkeling zijn verwezenlijkt ter uitvoering van de in het kader van de Conferentie van Rio van juni 1992 uitgewerkte internationale overeenkomsten inzake milieu en ontwikkeling en van de in het programma « Action 21 » omschreven beginselen.

Art. 5. Het verslag over de staat van het Waalse milieu wordt opgesteld door de « Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement » (Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu) van het Ministerie van het Waalse Gewest, in nauwe samenwerking met de franstalige universiteiten en onderzoekscentra van Wallonië en Brussel. De Regering legt de praktische modaliteiten voor de opstelling van het verslag vast.

Art. 6. Op initiatief van de Regering wordt het verslag ter overleg en ter discussie gesteld op een rondetafelbijeenkomst waaraan de « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest) en de in artikel 19 bedoelde « Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable » (Waalse Milieuraad voor de duurzame ontwikkeling) deelnemen. De « Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable » stelt een synthesenota op met de resultaten van het overleg, alsmede een prospectnota met eventueel suggesties inzake bestrijding en voorkoming van milieuaantastingen.

Art. 7. Het verslag over de staat van het Waalse milieu alsmede de door de « Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable » uitgewerkte nota's worden op initiatief van de Regering op ruime schaal verspreid, met name onder de leden van de Waalse Gewestraad, de betrokken bedrijfs- en landbouwkringen, de verenigingen voor de consumentenbescherming en de educatieve kringen.

Afdeling 3. — Milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling

Art. 8. De Regering maakt een milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling op, waarin de richtsnoeren worden gegeven voor de besluitvorming op middellange en lange termijn door de Regering, de gewestelijke administratie, de pararegionale ondernemingen, de met een openbare dienst belaste particulieren en, in materies van gewestelijk belang, door de provincies, gemeenten en verenigingen van gemeenten.

Art. 9. Het plan is met name gebaseerd op de overeenkomstig afdeling 2 opgestelde verslagen over de staat van het Waalse milieu en de door de « Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable » uitgewerkte nota's, alsmede op de actieprogramma's die in het kader van de duurzame ontwikkeling door de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties en de Raad van de Europese Unie zijn vastgesteld.

Art. 10. Het plan omvat met name :

1° de voor de onderscheidene milieucomponenten te bereiken doelstellingen en de te ontwikkelen actiemiddelen;

2° de gegevens aan de hand waarvan het milieu en de bescherming van de natuurlijke hulpbronnen kunnen worden opgenomen in het ontwikkelingsproces van het Gewest en in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de sector.

Art. 11. Het ontwerp-plan wordt door of in opdracht van de Regering opgemaakt.

De Regering kan een beroep doen op de diensten van het Waalse Gewest, de pararegionale ondernemingen, de provincies, de gemeenten en de verenigingen van gemeenten, opdat ze haar alle voor het opmaken van het ontwerp-plan vereiste informatie en gegevens zouden verstrekken.

De Regering kan tevens inlichtingen en gegevens bij de bedrijven inzamelen. Het is haar verboden eventueel in de verkregen inlichtingen vervatte fabricagegeheimen geheel dan wel gedeeltelijk te onthullen, wanneer de bedrijven die de inlichtingen hebben verstrekt wijzen op die met een vertrouwelijk karakter en om geheimhouding vragen.

Het ontwerp-plan wordt door de Regering voor eenieder ter inzage gelegd gedurende een periode van dertig dagen. De gemeentelijke overheid stelt de bevolking hiervan in kennis. Zij zamelt de opmerkingen van de bevolking in en zendt ze met hun eventuele met redenen omklede adviezen door naar de Regering.

Art. 13. Samen met de terinzagelegging van het ontwerp-plan wint de Regering het advies in van de provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten inzake waterproductie en -voorziening. Wat afvalstoffen betreft, wint ze het advies in van de erkende zuiveringsinstellingen, de « Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable », de « Conseil économique et social » van het Waalse Gewest, alsmede van elke andere instantie waarvan zij het advies nuttig acht.

Deze sturen hun eventuele met redenen omklede adviezen naar de Regering binnen twintig dagen na het vervallen van de in artikel 12 bedoelde termijn.

Art. 14. De Regering keurt het plan goed bij een in haar midden vastgesteld besluit.

Zij deelt het plan mede aan de Waalse Gewestraad, de in artikel 8 bedoelde overheid en instellingen alsmede aan de andere instanties waarvan zij het advies nuttig acht.

Zij is belast met de bekendmaking bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 15. De Regering kan bijzondere bepalingen vaststellen voor de procedure van goedkeuring van het plan. Zij kan met name de termijnen van terinzagelegging en doorgeleiding van de adviezen van de door haar geraadpleegde instanties verlengen.

Art. 16. Het plan wordt om de vijf jaar opgesteld. Het blijft van toepassing zolang het niet is vervangen.

Afdeling 4. — Sectorale programma's

Art. 17. De Regering werkt sectorale programma's uit op de volgende gebieden :

1° een afvalbeheersplan, als bedoeld in het decreet van 5 april 1985 met betrekking tot de afvalstoffen;

2° een actieprogramma voor de waterkwaliteit, waarin het meerjarenprogramma voor de vermindering van de oppervlaktewaterverontreiniging, als bedoeld in het decreet van 7 oktober 1985 betreffende de bescherming van het oppervlaktewater tegen de verontreiniging, is opgenomen;

3° een actieprogramma voor de luchtkwaliteit;

4° een actieprogramma voor de bodemkwaliteit;

5° een actieprogramma voor de natuurbescherming.

Art. 18. De sectorale programma's kunnen afzonderlijk dan wel gegroepeerd worden opgemaakt.

Zij omvatten sectorale richtsnoeren, zoals bedoeld in artikel 8, en worden opgemaakt met inachtneming van de artikelen 11 tot 16, met uitzondering van de bepalingen betreffende de frequentie van de opmaking en onverminderd de afwijkende bepalingen vastgesteld door de Regering om rekening te houden met de eigenheden van betrokken sector.

HOOFDSTUK II. — *De « Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable »*

Art. 19. Er wordt een « Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable » opgericht.

Art. 20. De opdracht van deze Raad bestaat in het vervullen van de taken die hem worden toevertrouwd bij dit decreet, bij het decreet van 11 september 1985 houdende organisatie van de milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest en bij de wet van 16 juli 1993 ter vervollediging van de federale staatsstructuur, alsmede van alle andere taken waarmee hij door de Regering kan worden belast.

Art. 21. De Regering stelt de regels voor de samenstelling en de werking van de Raad vast.

HOOFDSTUK III. — *Wijzigings- en overgangsbepalingen*

Art. 22. Artikel 11, § 1, van het decreet van 11 september 1985 houdende organisatie van de milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest is opgeheven.

In § 2, voortaan enig lid van artikel 11 van voornoemd decreet worden de woorden « Conseil wallon de l'environnement » vervangen door de woorden « Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable », ingesteld bij het decreet van 21 april 1994 betreffende de milieuplanning in het kader van de duurzame ontwikkeling.

In artikel 13 van voornoemd decreet worden de woorden « Conseil wallon de l'environnement » vervangen door de woorden « Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable ».

Art. 23. Het decreet van 12 februari 1987 met betrekking tot het uitbrengen van een verslag over de toestand van het Waalse leefmilieu, zoals gewijzigd bij het decreet van 4 juni 1992, is opgeheven.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 21 april 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Technologische Ontwikkeling,
Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding,

A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,

B. ANSELME

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Patrimonium en Vervoer,

A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,

J.-P. GRAFE

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

W. TAMINIAUX

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

F. 94 — 1114

[C — 27227]

21 AVRIL 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon établissant les règles de l'enquête publique et de la consultation relatives à la planification d'environnement dans le cadre du développement durable

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 21 avril 1994 relatif à la planification en matière d'environnement dans le cadre du développement durable;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980 et les lois du 16 juin et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de donner aux intéressés, et en particulier aux communes, le temps matériel requis pour la bonne organisation de l'enquête publique et de la consultation sur le projet de plan d'environnement pour le développement durable, dont le délai prend cours le 9 mai 1994;

Considérant que les règles de l'enquête publique et de la consultation doivent pouvoir s'appliquer également dans la procédure d'adoption des programmes sectoriels;

Considérant qu'un délai d'enquête publique et de consultation de quarante-cinq jours permet une plus grande souplesse ainsi qu'une analyse plus approfondie du projet de plan;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1er. L'enquête publique et la consultation prévues aux articles 12 et 13 du décret du 21 avril 1994 relatif à la planification en matière d'environnement dans le cadre de développement durable, sont organisées conformément aux articles suivants.